BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 1783

77 – SEINE-ET-MARNE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MEAUX

Jugement d'ouverture

Date : 28 septembre 2026.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
928 410 158 RCS Meaux.
EDIFFAGE GROUPE FRANCE.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : -Réalisation de prestations de service en toute matière de nettoyage industriel ou autres en intérieur ou extérieur formation par Apprentissage, formation professionnelle, formation a distance,conseil, audit, Coaching, recrutement, destinées aux entreprises, administrations, de rencontre consacrées a la formation et L animation de groupes; le conseil en communication; toute création, réalisation en matière de communication; les études et L audit dans le domaine de la stratégie de D entreprise, du management et des ressources humaines et dans celui des approches commerciales et des approches marketing; formation hygiène - Réalisation de prestations de service de Btp en matière de travaux gros ouvres petite œuvre et diagnostic dans le domaine du bâtiment -Location et pose d'échafaudage - Prestation de service de vente, location et installation de matériels.
Adresse : 10, allée Hendrik Lorentz, 77420 Champs-sur-Marne.
Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 décembre 2025, désignant : mandataire(s) judiciaire(s) SCP denis Hazane - Sylvie Duval mission conduite par Maître Duval 49-51 Avenue du Président Salvador Allendé 77100 Meaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.